

# Kit d'action

**« Ma collectivité territoriale dit  
Non à l'accord UE-MERCOSUR !  
Oui à la relocalisation écologique  
et solidaire »**

**UE-Mercosur  
c'est :**

**78 % des  
Français n'en  
veulent pas**

**Plus de**

- mondialisation**
- déforestation**
- chaos climatique**

---

**Demandons aux  
collectivités  
territoriales de  
s'engager**

**#StopEUMercosur**

---

**[www.collectifstoptafta.org](http://www.collectifstoptafta.org)**

## Modalités d'action :

Ecrire et envoyer un courrier (ou un message électronique) à une ou plusieurs collectivités territoriales présentes sur son territoire, telles que les communes, communauté de communes, départements, région pour les inviter à voter une résolution ou un vœu prenant position contre l'accord UE-Mercosur et pour la relocalisation écologique et solidaire.

## Objectifs :

Par cette action coordonnée mais décentralisée, il s'agit de faire connaître les enjeux autour de l'accord UE-Mercosur, et, puisque la France et l'UE ont renvoyé ce sujet à l'après présidentielle, cette mobilisation vise à renforcer le rapport de force contre ce Traité que la Commission européenne veut sauver et qui pourrait être soumis à ratification une fois les élections présidentielles françaises passées. Alors qu'Emmanuel Macron prend la présidence de l'Union européenne au 1er janvier 2022, il s'agit également de montrer qu'il tient deux discours différents sur l'accord UE-Mercosur suivant qu'il soit à Paris ou à Bruxelles. Pour nous, c'est NON à l'accord UE-Mercosur, après avoir analysé le contenu de l'accord.

# Détails du Kit

## Ce kit comprend

- des exemples de collectivités ayant déjà pris de tels engagements ;
- un exemple de courrier aux collectivités territoriales ;
- une proposition de communiqué de presse ainsi que des suggestions pour les réseaux sociaux ;
- une liste de ressources documentaires ;
- des visuels que vous pouvez [télécharger ici](#).

L'ensemble de ces documents sont donnés à titre informatif et peuvent bien entendu être adaptés aux réalités locales.

## Proposition de résolution :

**A télécharger [ici en .odt](#) ou [ici en .pdf](#)**

## Argumentaire:

Dans vos démarches envers les collectivités territoriales, vous aurez sans doute besoin d'un argumentaire écrit pour soutenir votre demande. En voici un.

**A télécharger [ici en .odt](#) ou [ici en .pdf](#)**

## Collectivités ayant déjà pris un engagement similaire :

En Europe, 1850 collectivités via la [Climate alliance](#) ;

En France : [Grenoble](#) (38), Brest (29), Cluny et Communauté de Communes du Clunisois (71), Bresse-sur-tille (21), Rosporden (29), [Logonna-Daoulas](#) (29), Giberville (14)...

Une telle résolution a été soumise à [Toulouse](#) et a été rejetée par la majorité en place ;

**(en France, ce travail a été interrompu par la pandémie de COVID19 et les nombreux confinements)**

**Contact : [contact@collectisftoptafta.org](mailto:contact@collectisftoptafta.org)**

**Site du collectif national contre le CETA et l'accord UE-Mercosur : <https://www.collectifstoptafta.org/>**

# Résumé des enjeux :

Annoncé comme conclu le 28 juin 2019, suite à 20 années de négociations, le projet d'accord de libéralisation du commerce UE-Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay) va aggraver la déforestation et les violations des droits humains, accélérer la destruction des moyens de subsistance de paysan.ne.s, indigènes ou salarié.e.s des deux côtés de l'Atlantique. Le processus de ratification devait être enclenché en novembre 2020. Les vives oppositions exprimées dans de nombreux pays l'ont empêché. Cette première victoire ne marque pourtant pas l'abandon de l'accord. La Commission européenne, et de nombreux lobbys, multiplient les initiatives pour sauver cet accord si controversé. Les prochains mois sont cruciaux.

Des consultations sont en cours en vue de rédiger un protocole additionnel qui serait ajouté à l'accord, vraisemblablement sur les enjeux de déforestation et de climat, sans changer l'économie générale de son contenu. Les pays du Mercosur semblent en accepter le principe, réclamant juste des fonds supplémentaires de l'UE. Quant à la France, elle tient un double discours : opposée à l'accord à Paris, et beaucoup moins explicite à Bruxelles, refusant d'exiger l'abandon (ou la renégociation) de cet accord. Le plus probable est que la Commission et les partisans de cet accord attendent que les présidentielles en France et au Brésil (automne 2022) soient passées pour remettre ce sujet sur la table. On parle même désormais de la présidence espagnole de l'UE (Juillet- décembre 2023).

Alors que la France prend la présidence de l'Union européenne au 1er janvier 2022, tout l'enjeu est de renforcer le rapport de force contre cet accord. Le 15 mars 2021, plus de 450 organisations de la société civile des deux côtés de l'Atlantique, dont une cinquantaine en France, ont rendu public le lancement d'une coalition transatlantique en affirmant qu'une déclaration ou protocole additionnel ne résoudrait aucun des problèmes soulevés par l'examen du contenu de ce projet d'accord. En 2020, plus de 1850 collectivités locales membres de la "Climate Alliance" (principalement Allemagne, Autriche, etc) se sont positionnées contre l'Accord UE-Mercosur. En France, Grenoble, Brest, Cluny et quelques autres villes ont déjà fait voter des vœux contre l'accord UE-Mercosur et pour la relocalisation écologique et solidaire.

**L'objectif de cette initiative est d'utiliser le dernier trimestre 2021 et toute l'année 2022 pour convaincre des centaines d'autres collectivités d'en faire autant.**

**UE-Mercosur  
c'est :**

**78 % des  
Français n'en  
veulent pas**

**Plus de**

- mondialisation**
- déforestation**
- chaos climatique**

---

**Emmanuel Macron  
doit arrêter de faire  
semblant !**

**#StopEUMercosur**

---

**[www.collectifstopafta.org](http://www.collectifstopafta.org)**

# Exemple de courrier pour les collectivités territoriales

Madame, Monsieur,

La pandémie de Covid-19 a révélé au grand jour les fragilités économiques, sociales et sanitaires engendrées par la mondialisation des échanges et le manque de solidarité internationale. A l'heure des réponses à apporter, et alors que l'opinion publique aspire désormais majoritairement à des formes de production et de commerce plus apaisées et respectueuses de l'environnement, les collectivités territoriales ont un rôle majeur à jouer en faveur de politiques de relocalisation écologique et solidaire visant à déployer sur les territoires des emplois de qualité et non délocalisables.

Malheureusement, les promesses de « relocalisation » et de régulation de la mondialisation entendues à Paris comme à Bruxelles au premier semestre 2020 sont progressivement mises en sourdine. La Commission européenne poursuit ainsi la négociation (Mexique, Nouvelle-Zélande, Australie, Inde, etc) et la finalisation de nombreux accords (Mercosur, Chine, etc) qui visent à approfondir cette mondialisation insoutenable.

Ainsi en est-il de l'Accord UE-Mercosur qui, loin d'être enterré, est en ce moment même l'objet de toute les attentions pour tenter de le sauver. Alors que la population ne veut majoritairement pas de cet accord avec les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay), la Commission européenne, bien aidée par de nombreux ministres du commerce des États-membres de l'UE, ne veut pas « jeter à la poubelle 10 ans de travail ». En France, le gouvernement dit toujours être opposé à l'accord « en l'état » mais refuse d'exiger qu'il soit renégocié ou simplement abandonné, semant le doute sur ses véritables intentions.

C'est afin de renforcer la pression sur la Commission européenne et les États-membres que la coalition internationale d'organisations mobilisées contre l'accord UE-Mercosur (plus de 450 organisations des deux côtés de l'Atlantique), ainsi que la coalition française, sollicite les collectivités territoriales pour qu'elles s'engagent autour d'un double message : « Non à l'accord UE-Mercosur - Oui à la Relocalisation écologique et solidaire ». Une proposition de [résolution](#), fournie à titre d'exemple, ainsi qu'un argumentaire, ont été rédigés afin de préciser la démarche et les raisons de s'opposer à cet accord qui, fondamentalement, vise à exporter des voitures européennes en Amérique du Sud pour importer de la viande et de l'éthanol des pays du Mercosur.

Plusieurs centaines de collectivités en Europe, dont une petite dizaine en France, ont déjà pris un engagement de ce type. Appliquée au TAFTA et au CETA en 2015-2016, une telle démarche avait permis à plus de 2000 collectivités locales européennes de s'engager. Alors que l'opinion publique a désormais majoritairement basculé – 9 sondés sur 10 attendent des formes de relocalisation économique – nous vous proposons donc de vous engager en ce sens dans les semaines à venir.

Nous sommes à votre disposition pour toute demande de précision et vous remercions par avance de nous tenir au courant des initiatives que vous pourriez prendre en ce sens ([contact@collectifstopTAFTA.org](mailto:contact@collectifstopTAFTA.org)).

Veillez recevoir, Madame, Monsieur, nos sincères salutations.



# Proposition de communiqué de presse

**Il est décisif d'informer la presse locale de votre démarche.** Soit par un seul communiqué, soit par un communiqué et une convocation pour une conférence de presse. cf. [expérience](#) de l'action du comité local d'Attac du Maine-et-Loire.

## Communiqué de presse du collectif / organisation XXX

### Date

**Titre :** Nous appelons les collectivités locales à s'engager :  
Non à l'accord UE-MERCOSUR ! Oui à la relocalisation écologique et solidaire

Nos collectifs / organisations ont écrit aux collectivités territoriales du secteur (PRÉCISER) pour les inviter à prendre position, via une résolution ou un vœu, contre l'Accord UE-Mercosur, toujours en cours de négociation, et en faveur de la relocalisation écologique et solidaires. Cette démarche s'inscrit dans une initiative nationale, et même européenne, visant à renforcer la pression sur Emmanuel Macron, alors qu'il va prendre la présidence française de l'Union européenne et qu'il tient deux discours différents suivant qu'il soit à Bruxelles ou à Paris.

Annoncé comme conclu le 28 juin 2019, suite à 20 années de négociations, le projet d'accord de libéralisation du commerce UE-Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay) va aggraver la déforestation et les violations des droits humains, accélérer la destruction des moyens de subsistance de paysan.ne.s, indigènes ou salarié.e.s des deux côtés de l'Atlantique. Le processus de ratification devait être enclenché en novembre 2020. Les vives oppositions exprimées dans de nombreux pays l'ont empêché. Cette première victoire ne marque pourtant pas l'abandon de l'accord. La Commission européenne, et de nombreux lobbys, multiplient les initiatives pour sauver cet accord si controversé. Les prochains mois sont cruciaux.

Alors que la France prend la présidence de l'Union européenne au 1er janvier 2022, nous appelons les collectivités territoriales à s'exprimer clairement sur ce sujet : veut-on encore approfondir cette mondialisation insoutenable mise à l'index pendant la pandémie ? En 2020, plus de 1850 collectivités locales membres de la "Climate Alliance" (principalement Allemagne, Autriche, etc) se sont positionnées contre l'Accord UE-Mercosur. Nous appelons les collectivités territoriales à en faire autant.

Nous vous convions à une conférence de presse le XXXX à YYYY heures pour vous préciser les modalités de cette démarche. <si prévu>

Nous vous joignons la proposition de résolution et l'argumentaire envoyés aux collectivités.

Contact presse : <à préciser >

**UE-Mercosur  
c'est :**

**Plus de**  
**- mondialisation**  
**- extractivisme**  
**- impunité pour les**  
**multinationales**

**Alors que 90%**  
**de la population**  
**veut relocaliser**  
**l'économie**

**#StopEUMercosur**

# Ressources documentaires :

Parmi de très nombreuses ressources documentaires, en voici une sélection, essentiellement en français :

Site Internet de la coalition transatlantique de la société civile : <http://stopeumercosur.org>

**Déclaration de 450 organisations** + Vidéo (mars 2021) ;

**Position** de la société civile brésilienne (décembre 2020) ;

**Déclaration** syndicale (CCSCS et CES) transatlantique (février 2021) ;

**Analyse** de l'accord par l'Aitec et Attac France : Viande contre voitures – Les 10 raisons de s'opposer à l'accord UE-Mercosur (février 2021)

**Lettre d'économistes** concernant les impacts économiques du projet d'accord UE-Mercosur (novembre 2020)

**Outil électronique** pour interpeller Emmanuel Macron et plusieurs ministres (action menée à l'automne 2020)

**Publication** de la coalition Solidarité Brésil sur la situation gravissime des droits humains au Brésil (janvier 2021)

**Rapport** de l'ONG Grain L'accord commercial UE-Mercosur va intensifier la crise climatique due à l'agriculture (novembre 2019)

**Rapport** des Amis de la Terre : « L'accord au cou », le coût réel de l'accord UEMercosur (mai 2020)

**Rapport** de Greenpeace & CCFD-Terres Solidaires : Accord Mercosur : les risques pour le climat et les droits humains (septembre 2020)

Sur les conséquences pour le monde agricole, voir cette **fiche technique** de la Confédération Paysanne

**Rapport** de Foodwatch et Powershift : Le commerce à tout prix ? Analyse d'accords de libre-échange en cours de négociation (février 2018)

**Rapport** « Ambec » d'évaluation de l'accord UE-Mercosur pour le gouvernement français (septembre 2020)

(anglais) Le rapport complet d'analyse de l'accord par Powershift **« Analysis of the agreement between the European Union and the Mercosur »** (janvier 2020)

**Contact** : [contact@collectiftoptafta.org](mailto:contact@collectiftoptafta.org)

Site du collectif national contre le CETA et l'accord UE-Mercosur :  
<https://www.collectiftoptafta.org/>